

1. Mutuelle - Comptes 2024

Intervention de Jordan du cabinet Arra Conseil

Ce qu'il faut retenir :

- La hausse du taux de cotisation de 15 % en juillet 2024 (due au déficit du compte 2023), la mutuelle s'est bien redressée et se trouve presque à l'équilibre : la perte estimée ne serait que de 417.000 €.
- Le ratio P/C (rapport entre le montant des prestations délivrées et les cotisations encaissées) passe ainsi de 112 % (2023) à 101,81 % (2024).
- Fin 2024, la réserve se situerait entre 1,7 et 1,8 millions. Ce qui permettrait de faire face jusqu'à fin 2025.
- Difficile de connaître les évolutions réglementaires à venir, faute d'information de la part du gouvernement.
- On ne sait pas ce qui se passera au niveau des transferts de charges.
- Les seules augmentations connues sont l'évolution de la TSCA (Taxe spéciale sur les conventions d'assurances) demandée par le gouvernement de 2 points, afin d'atteindre 15,27 %, et le coût des consultations à 30 € appliqué depuis décembre 2024. Le coût des deux mesures ont été respectivement évaluées à 470.000€ et 130.000 €.
- De fait, selon Jordan, et sous réserve des comptes consolidés, le montant en réserve devrait permettre de tenir jusqu'à 2026. La présentation au premier semestre (octobre 2025) des chiffres du premier trimestre 2025 permettra d'évaluer cette décision et de réévaluer ou non les cotisations pour un redressement sur 2026.

➔ **La CGT rappelle que les évolutions du taux de cotisation, dans un contexte de stagnation salariale, ne sont pas indolores pour les salariés et pèsent sur leur budget.**

- Concernant la décision d'octroyer 500 € d'aides aux salariés de la CCNT 51 sinistrés de Mayotte, la FEHAP est toujours dans l'attente de la signature du courrier par les assureurs. Sur les 6 assureurs concernés, deux ont signifié leur refus de signature à ce stade : Malakoff Humanis & la MNH. Pour eux, les salariés de la CCNT 51 non conventionnés ne devraient pas être concernés. Pour mémoire, Malakoff et la MNH représentent seulement 15 % du portefeuille à eux deux.

➔ **Pour la CGT, il s'agira de se souvenir de leur positionnement au moment du renouvellement de la mutuelle.**

2. Politique salariale

- Du fait de la suspension des négociations de la CCUE, la CGT demande à reprendre les négociations sur la CCNT 51.
- Pour la FEHAP, la CCUE reste le lieu privilégié des négociations, d'autant que selon elle les négociations sont seulement « suspendues ». Par ailleurs, la FEHAP a bien effectué un chiffrage mais refuse de le transmettre aux OS car elle n'aurait pas mandat pour le faire.
- La FEHAP précise néanmoins avoir envoyé un courrier à la ministre Madame Vautrin pour expliquer les choses et demander une rencontre. À ce jour, pas de réponse.
- Il existe toujours une enveloppe pour travail les dimanches, nuits et jours fériés. Il ne faut pas qu'elle disparaisse ou serve à autre chose.
- La CGT demande à ce que les mesures Guérini soient appliquées également dans le médico-social pour ne pas se retrouver dans la même situation que le Ségur.

3. Représentation syndicale

Suite à de nombreuses erreurs, l'arrêté n'est pas disponible à ce jour. Celui-ci est attendu pour après le 16 octobre. Ainsi, la prochaine CPPNI sera réunie avec les organisations syndicales actuelles.